

# «Mettre fin à l'impunité»

Suite de la page 1

Olivier Bercault, un Américain juriste et spécialiste des crimes contre l'humanité, est rentré hier matin aux Etats-Unis. Il n'a pas pris part à la conférence de presse animée par les trois autres membres de la délégation à l'hôtel Es Safir (Alger) et qui s'est déroulée sans la présence de la caméra de l'ENTV et le microphore de la radio algérienne. Aux côtés de M. Goldstein, il y avait Christoph Wilcke, chercheur, et Mohamed Abdel Dayem, conseiller juridique. Ils ont d'abord énuméré les villes dans lesquelles ils se sont rendus, à savoir Alger, Blida, Relizane, Laghouat et Oran. «A part Relizane, la visite s'est déroulée tranquillement, sans entraves», a attesté M. Goldstein. «A Relizane, nous nous sommes confrontés à un dispositif sécuritaire impressionnant. Nous avons été suivis partout», a raconté Mohamed Abdel Dayem. Selon lui, les agents de sécurité et des renseignements étaient collés à leurs pas. Les envoyés de HRW ont rencontré des associations et des organisations de familles des disparus et des acteurs de la société civile. Comme ils ont discuté avec les familles des victimes du terrorisme, notamment à Blida.

## RECU DES LIBERTÉS

Ils se sont enquis de l'état de la liberté d'expression et de presse, notamment en assistant au procès du directeur du groupe *Eraï* Ahmed Benaoum le 18 juin à Oran. «La liberté d'expression a reculé avec la condamnation et l'incarcération des journalistes. Le cas de Benchicou et l'argument des bons de caisses ne sont qu'une manière d'occulter cette volonté de réprimer la presse», a souligné M. Goldstein, avant d'ajouter que cela «est regrettable, car l'Al-

gérie a beaucoup progressé dans ce domaine par rapport à certains pays voisins». Il a appelé la corporation journalistique à poursuivre le combat afin de préserver ses acquis. Revenant sur le volet relatif à l'amnistie générale, il a précisé que ce projet est ambigu. «Nous avons demandé des explications aux responsables que nous avons rencontrés au ministère de la Justice. Ils affirment qu'ils n'en savent pas plus que nous. Ils nous ont orientés vers la présidence de la République. Cette dernière nous a suggéré de renouveler notre demande la prochaine fois», a-t-il indiqué. M. Goldstein a souligné : «L'enjeu est en fait sur la manière avec laquelle l'Algérie arrivera à mettre un terme à l'impunité. Car c'est celle-ci qui a alimenté et provoqué les bains de sang de la décennie 1990.» Selon lui, des crimes contre l'humanité ont été commis en Algérie pendant cette période. La délégation de HRW est convaincue de la nécessité de suivre des étapes pour aboutir à un projet d'amnistie qui mettra fin à la crise. En premier lieu, il faut que les autorités fassent le bilan de la concorde civile de 1999. Tout en trouvant que cette initiative était, à l'époque, originelle, M. Goldstein a précisé qu'aucun bilan n'a été tiré de ce projet. «Il y avait des comités de probation qui ont été installés. Mais ils ont fonctionné dans l'opacité totale. Nous ne savons d'ailleurs pas s'ils ont réellement fait leur travail ou si aucune enquête n'a été menée. C'est important de le savoir parce que ce sont ces comités qui devaient distinguer entre les terroristes dont les mains sont entachées de sang et les autres. Ceux dont les mains sont entachées de sang doivent être jugés pour leurs crimes», a-t-il souligné, avant d'ajouter : «Il est aussi nécessaire de savoir qui a bénéficié de la loi sur la concorde civile.»

Il a souligné la nécessité d'ouvrir un débat national libre sur l'amnistie générale auquel participèrent les acteurs de la société civile. Pour les membres de la délégation, la vérité sur les disparitions forcées reste une étape décisive dans l'aboutissement de ce projet. Selon M. Goldstein, ce sont les victimes, uniquement elles, qui sont en mesure de pardonner, et ce, après l'aveu des bourreaux. «Si le gouvernement algérien veut sincèrement aboutir à une réconciliation nationale, il doit enquêter sérieusement sur les crimes atroces dont ont été victimes les Algériens, faire la lumière sur ces années terribles et poursuivre les responsables en justice», a-t-il ajouté. Tout en reconnaissant que «le bain de sang a diminué d'une manière significative à travers le pays» et que «les disparitions ont pratiquement cessé ces cinq dernières années», M. Goldstein a indiqué, en outre, que «les Algériens doivent connaître la vérité et ce qui a permis que de telles tueries, disparitions et tortures aient pu être commises systématiquement et sur une telle échelle». M. Goldstein trouve que le maintien de l'état d'urgence est un moyen qui facilite «la violation des droits de l'homme. Son maintien est abusif et utilisé à des fins politiques». La délégation de HRW a insisté sur l'absence d'enquêtes sur «la grande majorité des crimes commis par les groupes armés».

Elle a également relevé la négligence des autorités des poursuites en justice des auteurs de ces crimes. Saluant la création de la commission ad hoc de Farouk Ksentini, M. Goldstein a cependant précisé : «Cette institution n'a pas fait réellement avancer la cause de la vérité ni de la justice.» Pour rappel, HRW en est à sa sixième visite en Algérie. Sa dernière visite remonte à 2002, la première à 1992. M. A. O.

El Watan 23.06.2005